

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 44 (1956)

Heft: 841

Artikel: Zurich

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-268829>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Le groupe des Femmes libérales de Lausanne a tenu une assemblée générale, le 23 octobre, sous la présidence de Mme Berthe Grossi. Mme Mad. Weber a donné d'intéressants renseignements sur la colonie libérale qui, l'été passé, s'est entretenu avec Pro Juventute, a payé le séjour à Combremont-le-Petit, de huit petits Suisses de l'étranger, quatre garçons, quatre filles, venant de Seine et Oise, de Nîmes, d'Alger, de Casablanca.

Le programme de l'hiver prévoit des conférences de Mme Bieler-Butticaz, ingénieur à Lausanne, sur la femme ingénier, de Mme A. Masnata-Kraft sur les relations entre parents, élèves et maîtres et de plus, la création de groupes de femmes libérales dans le canton, pour lesquels un appel est déjà adressé à des collaboratrices dans les principales localités vaudoises. Les premières réactions sont très encourageantes ; on remarque chez les femmes un intérêt croissant pour les affaires publiques, qui implique la reconnaissance pour elles de leurs droits civiques.

S. B.

Suffrage féminin lausannois.

La perspective d'un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral en vue d'une large et réaliste interprétation de l'article 4 de la Constitution fédérale (« Tous les Suisses sont égaux devant la loi ») avait attiré, le 26 octobre, de très nombreuses femmes, quelques-unes venues du canton.

C'est pour cela que les associations pour le suffrage féminin, dans plusieurs cantons, préparent un mouvement qui conduira les femmes de bonne volonté à demander une carte civique au greffe municipal ; cette carte leur étant refusée, un avocat rédigea un recours au Conseil d'Etat puis au Tribunal fédéral. Les féministes, qui ne partent pas à l'étourdie, savent que plusieurs juristes et même des juges fédéraux approuvent ce moyen d'action.

(à suivre)

S. B.

GENÈVE

Nous publierons dans *Femmes suisses*, un article sur la séance du 26 octobre, consacrée à la protection des civils. Disons tout de suite pourtant que les orateurs MM. A. Picot et Dupont convainquent l'auditoire de l'importance de la protection des immeubles par les femmes, qu'ils ont mise en regard, pour le salut des vies humaines, de la défense de l'Armée, dans l'hypothèse d'une guerre totale. On ne pouvait souhaiter meilleure démonstration de l'égalité de responsabilité des deux sexes, aujourd'hui. Responsabilité égale n'implique-t-elle pas l'égalité des droits ?

d'enregistrer et de systématiser des faits sans signification, mais d'étudier les normes du droit positif en tant qu'elles répondent à un postulat qui lui-même est du domaine de la raison. Elle doit prolonger et compléter l'activité du législateur ; plus encore : « La science juridique doit aider également le législateur, et c'est là sa tâche primordiale »². Toutefois, nous n'examinerons pas plus longuement ces problèmes fondamentaux de la science du droit, car le présent avis de droit ne porte pas sur une question de « politique juridique » par opposition à « droit positif ». Il ne s'agit donc pas pour nous de proposer des règles de droit entièrement nouvelles, qui devraient être fondées sur la théorie générale du droit constitutionnel, mais au contraire d'examiner si l'exclusion du droit de vote féminin, telle qu'elle est prévue aux articles 63 et 64 de la Constitution de 1848 et aux articles 74 et 75 de la Constitution de 1874, est, vu le changement des conditions et des idées, compatible aujourd'hui encore avec le principe posé à l'article 4 CF. Exprimée de manière positive, cette question est la suivante : *la dignité de personne humaine et le droit de celle-ci à l'égalité dans la communauté juridique, qui sont à la base de nos conceptions d'Etat de droit démocratique et de notre Constitution, n'exigent-ils pas normalement l'introduction du droit de vote pour tous les adultes ?* Les développements qui vont suivre ne seront pas un simple essai d'*application correcte* de normes juridiques positives quelque peu obscures ; il ne s'agit pas davantage d'un travail défendant une idée politique et s'assurant illégitimement du prestige du juriste. Il s'agit en réalité d'examiner si les articles 74 et 75 CF, l'article 2 de la loi fédérale concernant les votations et décisions fédérales du 19. 7. 1872 (recueil des lois fédérales, volume I, page 157) et l'article 10 de la loi fédérale concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux du 17. 6. 1874 (recueil cité, I, page 175) peuvent encore avoir le pas sur le principe de l'égalité de la personne humaine, tel que ce dernier est actuellement interprété. C'est donc une question d'*application correcte d'un principe constitutionnel, d'une norme de droit positif bien établie, d'une valeur fondamentale du droit constitutionnel*. Le législateur est aussi lié par ce principe, même dans les domaines où le contrôle judiciaire est exclu (article 113, alinéa 3 CF). La question de la sanction est ainsi préjugée, mais la question de droit peut et doit malgré tout être posée.

² Das Recht als Tatsache und als Postulat, dans *Festgabe für Max Weber*, 1934, p. 75 et s., 82 et s. ; Méthode und System des Rechts, 1936, p. 241 et s., 257.

Nos suffragistes à l'œuvre

Travailleurs de plus de 40 ans

Quand on a « une » ministre dans le gouvernement...

Mme Aase Bjerkolt, ministre dans le gouvernement norvégien, s'est mise en campagne en faveur des plus de quarante ans, que les employeurs hésitent à engager. Elle a persuadé ses collègues que les femmes d'un certain âge devraient être encouragées et le gouvernement a nommé une commission qui étudiera la question. Mme Bjerkolt prétend qu'il n'y a pas de raison pour empêcher une ancienne dactylographe de devenir institutrice, après que ses enfants ont grandi, et de se préparer au collège qui forme les institutrices.

Plus d'un employeur reconnaît que les femmes plus âgées sont plus conscientes que les jeunes filles actuelles...

... et quand on en a pas.

Citons ici la réponse que le Conseil fédéral a faite, le 19 juin dernier à une question de M. P. Schmid, demandant que l'on fasse un effort pour ne pas engager uniquement des jeunes comme fonctionnaires.

« Les employés âgés ont beaucoup de peine à trouver des places même en période de prospérité. Aussi attendent-ils de l'administration qu'elle montre à leur égard beaucoup de compréhension. »

L'administration fédérale leur vient en aide dans la mesure où cela ne cause pas un trop grand préjudice à son organisation rationnelle et à ses méthodes de travail. En principe, aucune limite d'âge n'est fixée pour les candidats.

ARGOVIE

La direction du département de la Santé du canton d'Argovie vient de créer le poste de *supérieure de l'Hôpital*, sur la proposition de la direction de l'hôpital et d'accord avec la conférence des médecins chefs.

Cette supérieure aura pour tâche d'établir la liaison entre l'administration et les divisions de malades ou entre les différentes divisions.

Elle aura aussi la charge d'engager le personnel soignant et elle en sera responsable ; enfin elle sera à la tête de l'école d'infirmières. L'Hôpital cantonal a été heureux d'être l'initiateur d'une innovation bienvenue et plus heureux encore d'avoir trouvé pour ce poste nouveau, une personnalité de premier plan, secrétaire Josi von Segesser.

sabilité des deux sexes, aujourd'hui. Responsabilité égale n'implique-t-elle pas l'égalité des droits ?

b) Concernant son étendue :

Selon le mandat qui a été donné à l'auteur, le présent avis de droit est limité à la question des « droits politiques actifs » de la femme, examinés sous l'angle de l'égalité des droits proclamée par notre Constitution.

1. Ainsi nous n'avons pas à étudier la position juridique de la femme en général du point de vue de l'égalité de traitement, bien qu'actuellement la nécessité d'une étude complète de ce genre s'impose³.

2. Nous n'avons pas non plus à nous occuper de la position de la femme en droit public en général sous l'angle de l'égalité des droits, mais seulement de la question de son droit à l'égalité politique.

3. Enfin, notre étude sera de pur droit matériel ; il s'agira de déterminer si, appliquée dans toutes ses conséquences, le principe de l'égalité devant la loi n'implique pas l'égalité des droits politiques ; il ne s'agira, en revanche, pas pour nous d'examiner comment introduire en Suisse cette égalité des droits politiques. Seul celui qui confond la proclamation d'un droit nouveau avec sa mise en application peut perdre de vue que l'introduction du droit de vote de tous les adultes pose une série de problèmes délicats à notre démocratie directe⁴. Mais il faut également dire bien haut que les difficultés de cette réalisation pratique ne doivent pas être dramatisées ; de toute façon, elles ne sauraient être considérées comme une objection aux impératifs de la justice.

I. L'égalité de traitement en tant que principe fondamental de notre état de droit démocratique

Le critère à prendre pour apprécier les droits politiques de la femme suisse est le principe de l'égalité de traitement, qui est à la base de notre Constitution. Quelle est la portée du principe de l'article 4 CF ?

a) L'égalité de traitement est « un principe de justice qui domine tout l'ordre juridique » (TF, arrêt du 2. 4. 1880 en la cause Jäggi, ATF 6, page 172), « un principe général

dominant tout l'ordre juridique » (Walter Burckhardt,

³ Cf. par exemple, pour le droit de famille, l'étude d'Auguste Egger, *die Gleichstellung von Mann und Frau in der jüngsten familialrechtlichen Gesetzgebung*, dans ZSR, vol. 73, p. 1 et s., 39 et s.

⁴ Werner Kägi, *An den Grenzen der direkten Demokratie?* Dans *Jahrbuch der NHG « Die Schweiz »*, 1951, p. 53 et s. Cette distinction fondamentale est toujours relevée expressément : cf. B. Giacometti, *Bundestaatsrecht*, p. 433, note 13 ; Maurice Battelli ; « Il problema del suffragio femminile in Svizzera », impr. sép. de « Scritti Giuridici in onore della CEDAM », Padova 1952, p. 1 et s., p. 12.

Une grande Zurichoise et une grande pionnière du mouvement social en Suisse, Maria Fierz.

Les Zurichaises, celles qui luttent en faveur des droits politiques féminins, comme celles qui se préoccupent de problèmes sociaux, viennent de perdre un de leurs « leaders », Maria Fierz (27 mars 1878 - 13 sept. 1956). La liste des initiatives prises par cette femme d'élite est impressionnante :

1908 — Création du *Premier cours d'introduction au travail social* ; il conduit en

1920 — à la Fondation de la première *Ecole pour le travail social*, en Suisse ;

1916 — Fondation de la *Zürcher Frauenzentrale*, comité de liaison des sociétés féminines zurichaises. Maria Fierz présida ce comité de 1917 à 1944 ; il mit sur pied une série d'activités utiles : cours pour jeunes chômeuses, école des mères, salles chauffées pour femmes âgées, consultations sociales, bureau d'orientation professionnelle, le meilleur pour les professions féminines.

Maria Fierz fut une « constructrice de ponts » :

1918 — elle propose des entretiens, le soir, entre ouvrières et bourgeois, qu'organise la Zürcher Frauenzentrale ;

1921 — elle propose des contacts entre paysannes et citadines, la Frauenzentrale de Winterthour crée alors la *Journée cantonale des femmes* ;

1923-1924 — elle suggère, pour opérer un rapprochement de *pays à pays*, de recueillir en Suisse de l'argent et des denrées qui permettent d'aider les populations affamées du sud de l'Allemagne ;

1933 — pour lutter contre le danger de l'idéologie nationale-socialiste, Maria Fierz prend l'initiative de la défense démocratique, qui crée alors la communauté *Femme et démocratie*.

(Die Staatsbürgerin)

LE ROSEY

ROLLE
(Hiver à Gstaad)
Institut international
de jeunes gens
(9 à 18 ans)

BAECHLER

teinturiers - teinturier tout
et ne sont pas chers du tout

Si notre journal vous intéresse, aidez-nous à lui trouver des abonnés.



Comm., 3^{me} édition, 1931, page 25), « un principe général qui domine toute la vie publique » (Giacometti, *Bundestaatsrecht*, page 412), « un droit constitutionnel à la réalisation complète du droit », « un droit constitutionnel à la justice » (S. Frick, *Die Gleichheit aller Schweizer vor dem Gesetz*, diss. zur., 1945, page 205 et suivantes), un pilier indéfendable de notre Etat de droit démocratique.

1. Le principe de l'égalité de traitement est très étendu en ce sens tout d'abord qu'il lie aussi bien les organes de la Confédération que ceux des cantons. Certes, l'organisation fédérale entend respecter et maintenir la diversité ; elle veut garantir aux Etats membres leur indépendance. Mais même la démocratie fédérative — qui repose tout spécialement sur un « agreement to differ » — doit admettre certains principes constitutionnels généraux, valables pour l'ensemble du territoire de l'Etat en vertu du droit fédéral. D'une part, la diversité des cantons ne peut se maintenir que sur la base d'une certaine homogénéité ; d'autre part, il y a quelques principes fondamentaux de l'organisation d'un Etat de droit libre qui sont nécessaires même dans un Etat fédéral et qui ne peuvent dès lors être laissés à l'autonomie des Etats membres. Les droits à la liberté sont de ceux-ci⁵ ; il en est de même de l'égalité de traitement comme principe de base d'un Etat de droit démocratique. En vertu du droit fédéral, l'égalité de traitement s'applique non seulement aux cantons eux-mêmes⁶, mais aussi aux citoyens sur tout le territoire de la Confédération (articles 4 et 60 CF).

2. Le principe de l'égalité de traitement est, d'autre part, très étendu en ce sens qu'il oblige, à l'échelle de la Confédération et à celle des cantons, non seulement les autorités « appliquant le droit » (soit les autorités judiciaires et administratives), mais également les autorités « promulguant le droit » (soit les Conseils législatifs). Même le législateur est lié par ce principe.

(à suivre)

W. Kägi.

⁵ Interprétée correctement, la C.F. ne contient pas de lacunes et garantit ces droits, cf. Z. Giacometti, *Staatsrecht der schweizerischen Kantone*, 1941, p. 162 et s., *Bundestaatsrecht*, 2^{me} éd., p. 241 et s., et le discours de recteur « Die Freiheitsrechte als Kodifikation der Freiheit », dans « Jahresbericht der Universität Zürich 1955 », p. 3 et s. ; Werner Kägi, *Zur Entwicklung des schw. Staatsrechts seit 1948*, dans ZSR vol. 71 (1952) p. 192.

⁶ Cf. Dietrich Schindler, *Die Gleichheit der Kantone dans « Recht, Staat, Völkergemeinschaft »*, écrits et fragments choisis, 1948, p. 147 et s.

Soutenez votre "Journal" en réservant votre clientèle aux maisons et institutions qui l'utilisent pour leur publicité

...A GENÈVE

Le linge beau et durable s'achète à
LA LINIÈRE
 3, RUE DU RHÔNE, GENÈVE
Linge de maison
 Même un budget limité permet d'acquérir un trousseau de qualité

Une belle situation,
 un bon métier avec
La Sténotypie Grandjean
 en toutes langues
 ÉCOLE G. BURKLEN à Genève
 Vieux-Collège 9 Tél. 25 89 33
 Secrétariat - Dactylographie
 Prise de discours - Séances de conseil - Enseignement

BAUMANN-JEANNERET
 49 RUE DU STAND - 3^e GEORGES FAVON
 PAPETERIE FOURNITURES ET MEUBLES DE BUREAUX

Choisissez à coup sûr,
 choisissez...
Westinghouse
 La machine à laver automatique idéale
 et l'armoire frigorifique PARFAITE
 AGENCE OFFICIELLE POUR GENÈVE
BORNET S. A.
 8, rue de Rive - Téléphone 25 02 50
 Le spécialiste de tous appareils ménagers

Bas - Blouses - Cullovers - Corsets
 Trousses - Chemisier pour Messieurs
CALICOES 14, RUE DE RIVE
 QUALITÉ - CHOIX - PRIX

BOULANGERIE - PATISSERIE ROBERT
 EAUX-VIVES 16 - GENÈVE

L'OUVROIR DE L'UNION DES FEMMES
 vous offre dans son magasin
AUX PETITS LUTINS
 9, rue de la Fontaine
 un grand choix de tabliers, vêtements d'enfants, lingerie

LA MAISON DU THÉ
 Importe directement ses réputés 4, Tour de l'Ile - Genève
 DIXON'S CEYLON TEA Service à domicile
 Téléphone 24 99 28

Mme Ady Camusel, de Bruxelles, qui a travaillé en Inde et au Cambodge sous les auspices de l'Unesco, comme spécialiste de l'éducation de base, est chargée d'une nouvelle mission par l'Unesco : elle se rend au Vietnam où elle collaborera aux programmes d'éducation et d'œuvres sociales intéressant les femmes.

RACHETER L'HUILIER & CIE.
 ARTICLES DE MÉNAGE
 QUINCAILLERIE - OUTILLAGE
 Chantepoulet 25 Téleph. 32 90 28

Influence de l'éducation occidentale sur l'éducation orientale

Ile de Ceylan (suite et fin)

Théoriquement rien ne s'oppose à l'instruction des femmes, mais ce n'est que vers 1890 que celles-ci ressentirent le besoin d'élargir leurs horizons grâce à l'instruction et ce n'est que plus tard encore qu'elles entrèrent à l'Université.

Mme Casinader a été l'une des cinq premières étudiantes de son pays. Les étudiants ont fait leur possible pour créer des difficultés à ces pionnières et pour leur barrer la route, mais les professeurs et leurs femmes les ont aidées. Le père de Mme Casinader fut accablé de conseils par ses amis, qui le pressaient de ne pas permettre à sa fille de devenir un « bas bleu », cela ruinerait toute ses chances de se marier un jour ; mais ce père progressiste répondit qu'après tout, le mariage n'était pas le seul but de l'existence. D'ailleurs, en dépit de ces sombres pronostics, ces cinq étudiantes pionnières sont toutes mariées.

Les professions sont également ouvertes aux deux sexes, les femmes n'ont pas eu à lutter pour obtenir l'égalité, elles l'ont obtenu avant de l'avoir demandée. L'emprise de l'instruction occidentale a certainement beaucoup élargi les intérêts des quelques-unes qui eurent le privilège d'en bénéficier, mais cette instruction n'a rien fait pour développer l'étude des cultures orientales. Les Cingalais sont conscients du fait et réclament qu'on donne des connaissances plus étendues sur la culture indigène. Actuellement, l'enseignement des écoles se donne dans les langues indigènes et l'anglais est une langue étrangère obligatoire. On espère ainsi pousser parallèlement la culture orientale et occidentale.

On compte, dans l'île, environ 100 femmes médecins et 25 % des étudiants en médecine sont des étudiantes. Toutefois, dans la vie privée, la femme n'est pas l'égale de l'homme.

L'actuel gouvernement désire proclamer le cingalais langue nationale, mais les Tamils font une forte opposition, il n'y aura pas d'unification possible prochainement en ce sens ; d'autre part, les manuels scolaires sont encore en anglais et il faudra longtemps avant qu'ils soient tous publiés en langues indigènes.

(Women's Bulletin) M. Casinader.

CANTON DE VAUD

Dentelles et nappes de Gruyère
 Toiles et tissages à la main
Art Rustique Suisse
H. CUÉNOUD
 Travail artisanal du pays
 Av. du Théâtre 1
 via-vie du Théâtre
 Tél. 22 31 20
 Lausanne

Tout pour le renouvellement de votre linge de maison et trousseau ; bonnes qualités Monogrammes main et machine

Frey-Wicky Trousseaux
 Rue de Lausanne 13 - VEVEY

70^{me} anniversaire

Une pionnière du mouvement suffragiste bâlois, Mlle Georgine Gerhard, dont le nom est apparu bien souvent dans nos colonnes, a fêté le 18 août, ses 70 ans. Nos félicitations et nos vœux.

ÉMISSIONS RADIODONNIQUES

Vendredi 2 novembre (17 heures à 17 h. 20). Une romancière, Corinna Bille, interview de femmes artistes et écrivains, par Yvette Z'Graggen.

Samedi 3 novembre (14 heures à 14 h. 30). Arc en ciel.

Tous les lundis (17 heures à 17 h. 20). Femmes chez elles, par Y. Salagnac.

CARNET DE LA QUINZAINE

Vendredi 2 novembre

La Neuveville : Hôtel du Lac, 20 h. Assemblée générale de la section suffragiste, causerie de Mlle Berthoud, Dr en droit, présidente de l'Alliance de sociétés féminines suisses, sur la Saffia 1958.

Berne : Daheim, Zeughausgasse 31 (1er ét.), 20 h. *Mannegut und Frauengut*, par Mlle A. Lüscher, dr jur., conférence organisée par l'Association bernoise pour le suffrage féminin.

Berne : Salle de la Monnaie (au Bellevue), 20 h. 30. *Groupe suffragiste romand*, conférence de M. Ph. Müller, prof. de psychologie à l'Université de Neuchâtel : *Les tests d'intelligence pour le passage de l'école primaire à l'école secondaire*.

Samedi 3 et dimanche 4 novembre

Chebres : Séminaire coopératif, *Cours de cadrés* — Week-end pour coopératrices responsables de groupes ou désirant le développement. Renseignements et inscriptions U.C.R. Montagbier 22, Lausanne.

Lundi 5 novembre

Genève : Athénée (Salle de la Bibliothèque) conférence de Me Kammacher *Des biens de la femme dans le mariage*.

Jeudi 8 novembre

Genève : *Union des femmes*, 22, rue Et.-Dumont, 16 h. Thé mensuel, 16 h. 45, causerie de Mlle S. Vautier, dr. sc. Conservatrice au Jardin botanique, *Reflets du Jardin botanique* (clichés).

Genève : Galerie Muriset, Molard 4 (2me ét. asc.) 20 h. 30, Club des femmes de carrières libérales et commerciales, conférence de Mme Odile Rouillet : *La solidarité humaine*.

Lundi 12 novembre

Genève : Athénée (Salle de la Bibliothèque) 20 h. 30, conférence de Me O. Rouillet, avocate, *Des successions ; testament ; des droits de la femme dans la famille*.

Mardi 13 novembre

Genève : *Union des femmes*, 22, rue Et.-Dumont, 18 h. *La vente à tempérance*, entretien suivi de discussion par Mme De gommois, Dr jur.

Jeudi 15 novembre

Lausanne : Local de l'Union des femmes (*Terreaux*) dès 14 h. *Vente au profit des œuvres sociales de l'Union*.

IMPR. NATIONALE - Rue A.-Vincent 10, Genève

POUR VOS TRICOTS
 toujours les
LAINES DURUZ
 CROIX - D'OR 3 - GENÈVE

La commission consultative contre la tuberculose bovine a été transformée en commission pour la lutte contre l'avortement épizootique à bacilles de Bang, Mme E. Wegmann, Neuchâtel, y représente l'Alliance.
 *

Une secrétaire générale a été nommée en la personne de Mme Emmy Aeberli-Schumacher ; elle a commencé son activité dès le 1er octobre.

Saffa 1958.

Le comité d'organisation a lancé un appel aux artistes en art graphique qui s'intéressent à collaborer à l'exposition ; il les a invitées à s'annoncer en envoyant quelques esquisses

LOUIS KUHNE & Cie.

PORCELAINES & CRISTEAUX
 17, RUE DU MARCHÉ (MOLARD)
 GENÈVE
 TÉLÉPHONE 24 03 62